

Communauté de Communes ALBRET COMMUNAUTE  
Conseil Communautaire

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU 24 MARS 2021

**34- Objet : LANCEMENT DE LA MODIFICATION N°1 DU PLU DE BRUCH**

**N° Ordre : DE-044-2021**

Rapporteur : Patrice Dufau vice-président à l'Urbanisme

Nomenclature : 2 1 2 documents d'urbanisme – pos et plu

L'an deux mille vingt et un, le 24 mars à 19h, le Conseil de la Communauté de Communes ALBRET COMMUNAUTE était réuni en session ordinaire, à la salle des fêtes de Moncaut, après convocation du 17 mars 2021, sous la présidence de Monsieur Alain LORENZELLI.

### Membres présents (46) :

**Andiran** : M. Lionel LABARTHE

**Barbaste** : Mme Valérie TONIN

**Bruch** : M. Alain LORENZELLI

**Buzet-sur-Baïse** : M. Jean-Louis MOLINIE

**Calignac** : M. Alban CASSAGNABERE

**Espiens** : M. Serge LARROCHE

**Feugarolles** : M. Jean-François GARRABOS

**Fieux** : M. Joël AREVALLILO

**Francescas** : Mme Paulette LABORDE

**Lamontjoie** : M. Pascal BOUTAN

**Lannes-Villeneuve de Mézin** : M. Jacques ECHEVERRIA

**Lasserre** : M. Serge PERES

**Lavardac** : Mme Isabelle SALIS et MM. Ludovic BIASOTTO et Sébastien CRUSSIÈRE

**Le Fréchou** : M. André APPARITIO

**Le Nomdieu** : M. Jean-Pierre LUSSAGNET

**Le Saumont** : M. Jean-Louis LALAUDE

**Mézin** : Mme Dominique BOTTEON et M. Jacques LAMBERT et Jean-Michel MANABERA

**Moncaut** : M. Francis MALISANI

**Moncrabeau** : M. Nicolas CHOISNEL

**Montgaillard** : M. Henri de COLOMBEL

**Montagnac-sur-Auvignon** : M. Jean-Louis TOLOT

**Montesquieu** : M. Alain POLO

**Nérac** : Mmes Laurence BERTHOUMIEU, Ana-Paula BES, Edith BUSQUET, Evelyne CASEROTTO, Mélanie SERRES-SOLANO et MM. Serge ARNAUNE, Hugues DAVID, Patrice DUFAU, Marc GELLY, Patrick GOLFIER, Nicolas LACOMBE,

**Pompiery** : -

**Poudenas** : M. Jean de NADAILLAC

**Réaup-Lisse** : M. Pascal LEGENDRE

**Saint Pé Saint Simon** : M. Michel SABATHIER

**Saint-Vincent-de-Lamontjoie** : M. Daniel AIRODO

**Sainte-Maure-de-Peyriac** : M. Robert LINOSSIER

**Sos-Gueyze-Meylan** : M. Didier SOUBIRON

**Thouars-sur-Garonne** : M. Christophe BESSIERES, suppléant

**Vianne** : Mme Laurence BENLLOCH

**Xaintrailles** : Mme Michèle AUTIPOUT

### Membres absents ayant donné procuration (5) :

**Barbaste** : M. Michel DAUNES à Mme Valérie TONIN

**Buzet-sur-Baïse** : Mme Patricia CHENUIL à M. Jean-Louis MOLINIE

**Nérac** : Mme Stéphanie GARBAY à Mme Mélanie SERRES-SOLANO, M. Frédéric SANCHEZ à M. Nicolas LACOMBE

**Pompiery** : M. Jean-Pierre SUAREZ à M. Alain LORENZELLI

**Membre absent excusé (2) :**

**Lavardac** : M. Georges BARBARA

**Thouars-sur-Garonne** : M. Jean-Pierre VICINI, suppléé par M. Christophe BESSIERES

**Secrétaire de séance** : M. Jean-Louis MOLINIE a été élu secrétaire de séance à l'unanimité.

Nombre de conseillers

En exercice : 52

Présents : 46

Votants : 50

Absents : 7

- Dont « pour » : 50

- Dont suppléé : 1

- Dont « contre » : 0

- Dont représentés : 5

- Dont abstention : 0

**Vu les statuts d'Albret Communauté ;**

**Vu le code général des collectivités territoriales ;**

**Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L.153-8, L.153-11, 153-36 à L.153-44 ;**

**Vu la Loi n°2000-1208 Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU) du 13/12/2000 ;**

**Vu la Loi n°2003-590 Urbanisme et Habitat (UH) du 02/07/2003 ;**

**Vu la Loi n°2010-788 Grenelle II du 12/07/2010 ;**

**Vu la Loi n°2014-366 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) du 24/03/2014 ;**

**Vu la Loi n°2015-990 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, dite « Loi Macron » du 06/08/2015 ;**

**Vu l'arrêté préfectoral n°47-2016-11-28-021 du 28/11/2016 portant création de la Communauté de Communes Albret Communauté issue de la fusion des communautés de communes des Coteaux de l'Albret, du Mézinis et du Val d'Albret au 1<sup>er</sup> janvier 2017 ;**

**Vu le Plan Local de BRUCH approuvé le 10/06/2006 et révisé le 11/06/2013 par délibérations du conseil communautaire ;**

**Vu la demande de la Commune de Bruch sollicitant le lancement de la modification de son PLU à Albret Communauté ;**

Monsieur le Président **expose** qu'il convient d'apporter des modifications au PLU de BRUCH pour les raisons suivantes :

- Permettre l'implantation d'une centrale photovoltaïque flottante sur un lac en bordure de l'A62 et de la voie verte qui longe le canal latéral à la Garonne, situé sur les parcelles ZC190 et ZC191.
- Rectifier une erreur matérielle de zonage sur la parcelle D749. En effet, une partie de cette parcelle est actuellement classée en zone N, et devrait être classée en zone Na, compte tenu du bâti existant.

Monsieur le Président **précise** que :

- Le projet de centrale flottante photovoltaïque est d'intérêt général ;
- Le territoire d'Albret Communauté s'inscrit dans une démarche de Territoire à Energie POSitive (TEPOS) dont l'objectif est de réduire ses besoins d'énergie au maximum, par la sobriété et l'efficacité énergétiques, et de les couvrir par les énergies renouvelables locales ;
- Le projet d'implantation d'une centrale photovoltaïque flottante favorise le développement des énergies renouvelables et s'inscrit donc dans cette démarche de Territoire à Energie POSitive ;
- La Mairie de BRUCH a envoyé une demande d'ajustement de son Plan Local d'Urbanisme afin de permettre ce projet.

Monsieur le Président **rappelle** que la Communauté des Communes Albret Communauté est compétente en matière de document d'urbanisme, en collaboration avec les communes membres, depuis le 1<sup>er</sup> Janvier 2017, conformément à ses statuts (article 5-1 « Aménagement de l'Espace »).

En vertu des articles L.153-8, L.153-36 et suivants du Code de l'Urbanisme, l'établissement de coopération intercommunale est compétent pour lancer la procédure de modification du Plan Local d'Urbanisme de BRUCH, afin de permettre l'installation de cette centrale photovoltaïque flottante.

**Considérant** que ces modifications n'ont pas pour conséquence de :

- changer les orientations du projet d'aménagement et de développement durables (PADD),
- de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ou une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels,
- d'induire de graves risques de nuisance ;

**Considérant** en conséquence, que ces modifications n'entrent pas dans le champ d'application de la procédure de révision ;

**Considérant** en conséquence, que ces modifications entrent dans le champ d'application de la procédure dite de droit commun ;

Monsieur le Président rappelle les modalités de concertation en application des articles L.153-11 et L.103-2 et suivants du Code de l'Urbanisme afin d'associer, pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées.

Ces modalités prendront les formes suivantes :

- Publicité des délibérations de prescription et d'approbation de la modification
- Mise en place d'un registre de concertation en Mairie de BRUCH et au siège d'Albret Communauté afin que la population puisse faire part de ses observations tout au long de la procédure ;
- Réalisation d'une enquête publique conformément aux articles L.123-1 à L.123-19 du Code de l'Environnement, et L.153-1 et R.153-8 du Code de l'Urbanisme

Le Président précise, qu'étant directement concerné par la présente délibération, il ne prendra pas part au vote.

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE**  
Considérant l'exposé du Président,  
Après en avoir délibéré,  
**DECIDE** à l'unanimité

► **D'autoriser** le Président à prescrire, par le biais d'un arrêté, la procédure de modification du PLU de BRUCH pour permettre l'installation de cette centrale photovoltaïque flottante sur le lac bleu, situé au lieu-dit Michelle, cadastré ZC191, ZC191 ;

► **D'autoriser** le Président à rectifier une erreur matérielle de zonage sur la parcelle D749, dont une partie est actuellement classée en zone N, et devrait être classée en zone Na, compte tenu du bâti existant.

► **De transmettre** la délibération et le projet de modification pour notification aux Personnes Publiques Associées ;

► **De rappeler** que le Président dispose d'une délégation pour signer les conventions d'assistance et d'études nécessaires à cette modification, compte tenu des montants ;


- ▶ **De solliciter** l'Etat pour un accompagnement technique dans la réalisation de cette procédure ;
- ▶ **De définir** les modalités de concertation comme proposées précédemment ;
- ▶ **D'inscrire** les crédits nécessaires au budget 2021.

Fait et délibéré les jours, mois et an susdits.  
Ont signé au registre des délibérations les membres présents.  
Pour extrait certifié conforme,

A Nérac,

Le Président



  
Alain LORENZELLI